

JEAN-PHILIPPE  
DOMECQ

CETTE  
OBSCURE  
ENVIE  
DE PERDRE  
À GAUCHE





Cette obscure envie de perdre à  
gauche

DU MÊME AUTEUR

ROMANS, RÉCITS, THÉÂTRE

*Robespierre, derniers temps*, récit, Le Seuil, 1984 ;  
prix du Salon du Livre 1984 ;  
nouvelle édition augmentée, Pocket, « Agora », 2002 ;  
nouvelle édition suivie de *La Littérature comme  
acupuncture*, « Folio Histoire », Gallimard, 2011.  
*Sirènes, sirènes*, roman, Le Seuil, 1985.

« Le Cycle des ruses de la vie » (romans) :

\* *Antichambre*, Quai Voltaire, 1991 ; Fayard, 2004.

\*\* *Le Désaccord*, Zulma, 1996.

\*\*\* *Silence d'un amour*, Zulma, 1998.

\*\*\*\* *L'Ombre de ta peau*, Fayard, 2001.

« La Vis et le Sablier » (romans) :

\* *Cette rue*, Fayard, 2007 ; prix du Roman de la Société  
des gens de lettres, 2007.

\*\* *Le Jour où le ciel s'en va*, Fayard, 2010,  
prix Tortoni 2011.

*Comédie entre les murs*, théâtre, Quai Voltaire, 1992.

*Derniers essais*, récit, Gallimard,  
« Folio-Junior », 1999.

« L'Extrait de soi » (journal) :

\* *Une scrupuleuse aventure*, Papyrus, 1980.

\*\* *Une affaire de présence*, Le Castor Astral, 1984.

*Suite des œuvres de Jean-Philippe Domecq en fin de volume*

Jean-Philippe Domecq

Cette obscure envie  
de perdre à gauche

DENOËL

© *Éditions Denoël, 2012.*

Extrait de la publication

*À Guilhem.*



La gauche n'aime pas le pouvoir. Elle n'aime pas *Ça*. Pas vraiment. « Le Pouvoir... », comme elle dit, et comme ne dit jamais la droite. Elle en veut bien. Elle veut bien. Et du coup l'obtient peu : huit à dix fois moins que la droite en deux siècles. Le fait est vrai, vérifiable, comptable exactement en France et dans la plupart des pays d'Europe, la disproportion étant moindre en pays anglo-saxons et aux États-Unis. On pourra toujours pinailler, et on pinaillera, à gauche, on ergote toujours quand on nous sert ce qu'on ne veut pas savoir qu'on a voulu ; mais c'est là.

Évidemment, cela vaut son pesant d'ironie et peut-être bien de ridicule pour peu qu'on se souvienne que c'est la gauche qui, face à la droite, sur les bancs des premières assemblées constituantes de l'âge démocratique où nous vivons, créa le suffrage universel. Depuis, la droite en profite et la gauche s'en lave les mains.

Elle *préfère ne pas*. N'aime autant pas.

Et si elle revient aux commandes c'est vraiment qu'elle ne peut plus éviter, c'est que la droite s'est tranché les mains avec son propre pouvoir. En dehors de ces moments d'exception, la constante jusqu'ici fut qu'une certaine gauche manque toujours à la gauche pour être élue. Autrement dit : la gauche perdait par la gauche.

Mais surtout n'espérez pas, jamais, que cette gauche-là l'admette. Pointez-lui la différence, arithmétique, visible à l'œil nu, entre les deux colonnes des années de pouvoir à gauche et à droite... et aussitôt ça nie, se récrie, proteste que « non ce n'est pas ça ! ce n'est pas qu'on n'a pas voulu le Pouvoir, non, mais plutôt que cette gauche-ci ne l'était pas assez, de gauche, et que celle-là l'était trop, et cette autre alors là, droite et gauche blanc bonnet ! », etc. Il y a toujours quelque chose, toujours une bonne raison de gauche d'être contre, la gauche. De préférer l'opposition. L'idéal. L'impuissance. — *L'impuissance ? !...* (Nouvelles protestations.)

Voilà ce que c'est que l'Ignorance volontaire. Aussi riche en dénis que la servitude du même genre. Mais plus lourde à lever car plus avertie, sur ses gardes, inventive en conséquence. Par son intelligence nerveuse, par sa vivacité de réaction au moindre mot qui menace de démonter ses raisonnements passionnels, elle enclenche vite la

mauvaise foi — et, oui, il faudra bien parler de la foi de gauche, car si la gauche veut bien du Pouvoir c'est, évidemment, qu'elle veut le Bien. Mais, sur la mauvaise foi en général et en tant que mécanisme psychique, des auteurs ont écrit, bien que trop peu pour une puissance aussi formidable. L'ignorance volontaire, elle, n'a pas attiré d'auteur, et pour cause. C'est une passion qui s'ignore que notre passion d'ignorer, tellement qu'on n'en a même pas honte. Peu gratifiante autant dire. Ce petit livre la prend donc pour objet d'étude. Il observera une de ses expressions, dans le champ des masses politiques : cette évidence massive et savamment ignorée depuis deux siècles, que la gauche n'a guère voulu du pouvoir qu'elle a fondé.

Deux siècles, c'est assez pour un symptôme et qu'il cesse.

Vu ses dénis réflexes, très symptôme en effet, commençons par des faits qui sont encore frais, même dans les mémoires qui ne veulent pas le savoir. L'analyse viendra.

### *Un fameux cas d'école*

Les élections présidentielles américaines du 7 novembre 2000 furent remportées le 12 décembre par le candidat de droite, George W. Bush, face

au candidat de gauche, Al Gore, qui avait remporté la majorité des suffrages. Il y a de l'humour dans les faits, souvent. Un gagnant qui perd, deux dates au lieu d'une, et, entre les deux, le monde fut tenu en haleine par ce qui eut tout l'air d'être la plus grande affaire électorale des temps démocratiques. Qu'elle eût lieu dans la démocratie la plus puissante alors, corsait la chose ; on s'en souvient encore. Elle restera lisible, et peut-être bien éloquente, dans cinq cent deux ans.

La Cour suprême des États-Unis mit fin au suspense au bout d'un délai de réflexion suffisamment long pour qu'elle le juge : trop long. Quatre semaines et demie de réflexion pour dire... mais comment dire une chose pareille... car il fallait que cela fût dit en termes choisis et le juridisme constitutionnel a l'embarras du choix — quatre semaines et demie donc pour conclure que quatre et semaines et demie, décidément, cela faisait trop pour terminer le recomptage des bulletins de vote litigieux au-delà de la date pas du tout anticonstitutionnelle, elle, et néanmoins discutabile (ladite Cour n'en discutait-elle pas?) car fixée puis modifiée sans discussion par les seules autorités gouvernementales et judiciaires de l'État de Floride, qui était le lieu du litige.

Sur toute la Floride en effet, pas plus de 537 voix d'électeurs donnaient à George W. Bush la totalité des votes des grands électeurs de cet État,

ce qui du même coup accordait à Bush la courte majorité des grands électeurs de tout le pays, pays où la majorité des citoyens avait voté non pas Bush mais Gore, à 543 816 voix. Ici, attention : que 537 voix en contrebalancent mille fois plus n'a rien d'anormal, dans un système électoral où le président est élu par les grands électeurs qui sont eux-mêmes élus par les citoyens de leur État au sein de l'Union ; les nations ont libre choix de leur loi électorale, dont la liste n'est pas close, espérons-le pour l'imaginaire politique de l'humanité, et celle des États-Unis fut constituée par des citoyens libres et égaux. Elle le fut si bien, du reste, qu'elle avait prévu le risque de résultats trop tangents : ainsi, dans un État aussi peuplé que la Floride, dont le nombre de grands électeurs est proportionnellement élevé et par conséquent déterminant pour l'ensemble du pays, la loi oblige à recompter les bulletins lorsque l'écart entre les candidats est inférieur à 0,5 %. D'où, en novembre 2000, le recours que le Parti démocrate put déposer auprès de la Cour suprême de Floride. Et l'imbroglia s'avéra tel que l'instance juridique suprême du pays, la Cour suprême fédérale, en fut saisie ensuite.

Seulement voilà, le tuilage de toutes ces instances décisionnaires était, à ce moment historique précis, fatal au vainqueur pour peu que le vaincu n'abusât pas du scrupule et jouât des

cartes qui n'attendaient que lui dans chacune desdites instances. C'est comme un conte constitutionnel (et rien que ça vaut l'opuscule) :

Il se trouvait alors, dans l'État de Floride, que le gouverneur était Jeb Bush, autrement dit le frère. Il se trouvait aussi que, de par la Constitution, les gouverneurs nommaient les juges de la Cour suprême de leur État, exactement comme les présidents des États-Unis nommaient les juges de la Cour suprême de la nation ; présidents et gouverneurs héritaient donc du choix de leurs prédécesseurs et nommaient les remplaçants au fur et à mesure des décès ou départs des juges. Et, ma foi, l'histoire des États-Unis montre que la Cour suprême fédérale fut à majorité conservatrice plus souvent que progressiste, mais que ses décisions ne suivirent pas toujours sa pente idéologique et ce n'est pas un petit détail quand, en 1954 par exemple, elle déclare inconstitutionnelle la ségrégation raciale et lui substitue l'obligation d'intégration scolaire. Preuves étaient faites, donc, que la Cour suprême peut user de sa faculté d'interpréter la Constitution plus ou moins conformément, et parfois pas du tout, aux vœux du président et du Congrès. Ces précisions aident à comprendre la suite du conte démocratique en commençant par la fin de son décompte : vu ses précédents en effet, la Cour suprême en 2000 avait toute latitude pour ne pas interrompre

les derniers décomptes, en rendant un avis mieux motivé sur le fond, au lieu de se mettre à couvert d'attendus menus menus. On vit à travers. On vit sous l'avis « la pensée de derrière », comme dirait Pascal, c'est-à-dire la ficelle. Elle était un peu grosse, c'est sûr, mais l'était depuis le début, les gens avaient eu le temps de s'y faire et, qui sait, de s'en lasser? Et donc, balancée de si haut (la Cour suprême quand même; il n'y a pas plus haut là-bas), tressée d'arguties judiciaristes, comme ça, à la hâte tout en jugeant qu'elle n'avait que trop duré pour la nation cette affaire, peut-être la ficelle passerait. Et elle passa, en force mais passa. Tant il y en avait dans les instances à le vouloir. Voici comme, et il faut pardonner à ce conte si la trame est grossière, elle le fut dans les faits, et la démocratie est un conte tout ce qu'il y a d'humain.

La Cour suprême du pays était alors composée de sept juges républicains et deux démocrates, ce qui fait une nette majorité de même obédience politique que Bush. De même obédience était la Cour suprême de Floride; de même obédience était le gouvernement de Floride, légitimement composé par son gouverneur élu, Jeb Bush, qui avait les mêmes idées que son frère, George W. La secrétaire d'État de ce gouvernement aussi était de l'obédience, ayant été aussi légitimement choisie par le gouverneur Jeb; elle se fit même un

nom, Katherine Harris, en fixant une date butoir de recomptage des bulletins litigieux avant même que la Cour suprême de Floride en eût décidé — c'était plus sûr.

D'autant plus sûr que le recomptage des bulletins ne pouvait s'effectuer en un si bref délai. L'électeur américain devait en effet poinçonner, sur le fameux « bulletin de vote électronique » que le monde entier eut à la bouche ces quelques semaines durant, plusieurs cases correspondant aux différents postes (politiques, administratifs et judiciaires) à pourvoir en même temps que l'élection présidentielle. D'où problèmes de lisibilité. Le gouvernement de Floride se garda bien de minimiser ces problèmes, et comment lui donner tort ? On ne saurait trop multiplier les précautions dès qu'il s'agit de l'égalité du vote, il y va du sacré démocratique en Floride comme ailleurs. Aussi peut-on être rassurés, et assurés que toutes, absolument toutes les questions de critères et de *standards* de validation et d'invalidation des bulletins furent soulevées, retournées, débattues et rebattues ; puis, quels modèles d'ordinateurs choisir pour recompter ; puis, quels juges locaux arbitraient ce que machines puis doigts ne pourraient tirer au clair à travers les trous de bulletins.

Aussi pourvu d'atouts, le candidat Bush George W. put y aller. Hamlet eut besoin de sept monologues et de la plus longue pièce de théâtre

de son temps avant d'agir ; là ce fut le contraire, Bush agit et fit agir à fond pour figer l'acte, faisant obstruction toutes, bloquant le jeu, le temps de gagner du temps et pendant ce temps jouer le président avant de l'être. Être ou ne pas être n'avait jamais été le genre de George W., et fut moins que jamais sa question. Vouloir qu'on tienne compte des voix de *tous* les électeurs c'eût été être démocrate, or il était républicain de parti, il le fut donc, partisan, à fond, tous freins serrés, afin de devenir ce qu'il n'était pas, élu de son pays, pour empêcher que le soit celui qui l'était. Son camp et sa dynastie (un père ex-président et deux fils gouverneurs : brillante distribution) firent assaut d'artillerie procédurière, usant du souci démocratique et de l'exégèse constitutionnelle comme d'un leurre, à seule fin qu'on en recompte le plus tard possible et le moins possible, des bulletins. Tout fut pinaillé à la lettre. Pendant que le camp démocrate posait à bon droit la question du droit fondateur, la droite républicaine confirmait qu'elle garde le sens de la force : jusqu'au droit, jusqu'à forcer le droit. En se donnant les gants du droit, bien entendu, en démocratie c'est bien le moins. Déjà que la mauvaise foi en général n'a pas son pareil pour revendiquer son bon droit, mais, avant de sonder celle de gauche, convenons que le bon droit de droite a le bénéfice de l'ancienneté, et ce n'est pas lui faire

injure que de le dire puisque la droite, jusqu'à peu, ne se cachait pas d'être conservatrice, par définition; politiquement comme moralement elle n'a donc qu'à jouer sur le velours de ce qui était là avant, toujours ou immédiatement avant, du moment que c'est *avant*. Or, ce déjà là demeure son règne dans le nouveau régime : preuve en est que le peuple la porte au pouvoir plus souvent qu'à son tour. Elle garde le droit coutumier par essence, sans même avoir besoin de le dire ni de le savoir. La force que cela donne ! Quasi anthropologique. C'est mieux que l'assurance assurée, c'est le culot qui va sans dire. Ça hypnotise, ça marche. Effet performatif garanti, dans l'inconscient de l'opinion. Après il n'y a plus qu'à faire croire. *Make believe*, faites comme si vous y étiez, il en restera toujours quelque chose. Surtout si vous le faites avec la simplicité, authentique et feinte (moindre des choses en politique), d'un George Bush. Grand acteur, Bush Jr ! Newman en petit. Avec ce plissement de paupières, très piscine texane; ce contentement un rien bouché au fond pas trop profond des yeux qui, rapprochés, vous signifiaient : on est pareils, hein... Ou ceci, qu'il répliqua habilement à Gore tellement plus compétent que lui : « Je sais que je ne sais pas tout, moi, mais j'ai ce qu'il faut, le sens du *leadership* »... Et donc, si, comme Bush ces semaines-là, on déhanche la décontraction assez

pour signifier qu'on ne discute plus, nous, on ne se pose pas de questions, allons, c'est réglé ! alors l'opinion se dit qu'il doit y avoir une raison, au fond, que ça doit bien être réglé, il a raison, c'est réglé.

Voilà pour le jeu de rôles autour du Capitole. Et dans le pays pendant ce temps ? Question *sine qua non* si ce conte a lieu là où règne l'Opinion, en démocratie.

Dans le pays, donc, le culot capitonné de Bush et de son cercle fut activement relayé par les millions de *Clinton-haters*. Ainsi se nommaient ceux qui avaient la haine des Clinton et qui n'en pouvaient plus d'avoir subi, pendant huit ans deux mandats, Bill Clinton, ce président de gauche ouverte, et sa femme trop féministe et de tête pour rester dans l'ombre. Les *Clinton-haters* en avaient la bave aux lèvres de n'être pas parvenus à dégommer celui dont Al Gore avait été vice-président. Ils avaient pourtant tout tenté : jusqu'à l'interrogatoire télévisé de huit heures, acmé d'inquisition médiatique mondiale où il importait de savoir si un chef d'État, Bill en l'occurrence, avouerait plus qu'une fellation avec certaine Monica, et il n'y avait certes que le prurit d'esprit d'un juge héritier des *Sorcières de Salem* pour avoir suppuré cette scène honteuse de puritanisme obscène. C'est dire la charge militante prête à tout et à tous les arguments qu'engagèrent

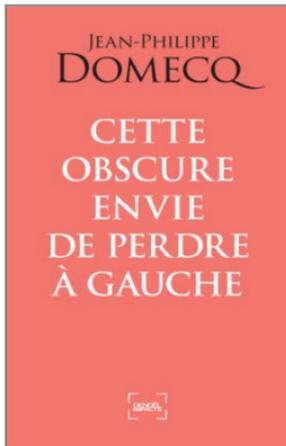
dans la bataille électorale de novembre 2000 tant de millions de braves gens frustrés d'avoir haï en vain Bill et Hillary, son *new deal* de mœurs anti-puritaines, et son « *It's the economy, stupid!* », repartie de Clinton à Bush Senior puis slogan de campagne et de présidence, durant laquelle Clinton relança effectivement l'économie américaine, combla le déficit légué par Bush Senior et auparavant par l'*ultra* Reagan, et laissa les caisses de l'État assez remplies pour que Bush Junior y trouve de quoi financer simultanément deux guerres et une baisse d'impôts de 50 %.

Au fil des semaines de cette fin d'automne, la gauche, victorieuse, eut de plus en plus l'air de celle qui conteste. De discuter, encore discuter, toujours disputailier, pendant que le pays, n'est-ce pas ! Cette question du pays qui avait besoin d'un gouvernement au travail, Al Gore se la posa plus que George W. Bush. L'intérêt supérieur de la nation commandait de ne pas prolonger la contestation juridique ; or, l'équipe Bush l'aurait prolongée jusqu'à la honte aux yeux du monde entier qui observait ce hoquet de la « plus grande » démocratie *in this world*. La Cour suprême des États-Unis elle-même, malgré son inclination conservatrice, en était d'ailleurs gênée et ne s'en cacha pas : elle rendit de justesse son ultime arbitrage, par cinq voix contre quatre et deux heures avant le délai fixé par la Floride.

*Achévé d'imprimer  
sur Roto-Page  
par l'Imprimerie Floch  
à Mayenne, le 20 janvier 2012.  
Dépôt légal : janvier 2012.  
Numéro d'imprimeur : 81016.*

ISBN 978-2-207-11215-1/Imprimé en France.

233866



**Cette obscure envie  
de perdre à gauche  
Jean-Philippe  
Domecq**

Cette édition électronique du livre  
*Cette obscure envie de perdre à gauche* de Jean-Philippe Domecq  
a été réalisée le 19 mars 2012  
par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782207112151 - Numéro d'édition : 233866).

Code Sodis : N50493 - ISBN : 9782207112175

Numéro d'édition : 236286.